

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Paris"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



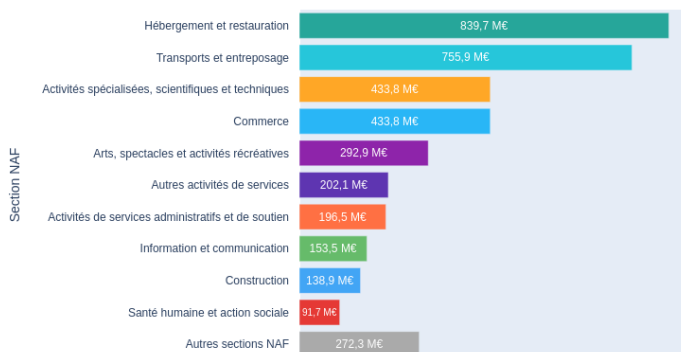
Montant total : 15 173 320 424 euros

Nombre d'aides : 6 998 055

Nombre d'entreprises : 1 959 735

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



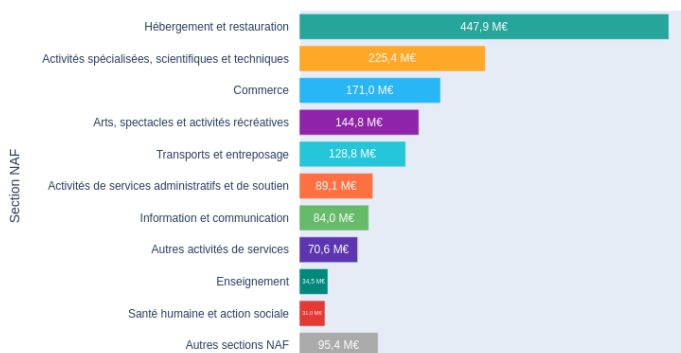
Montant total : 3 810 997 191 euros

Nombre d'aides : 1 673 449

Nombre d'entreprises : 409 582

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 522 482 307 euros

Nombre d'aides : 590 096

Nombre d'entreprises : 143 615



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 131 514 753 255 euros

Nombre de prêts : 647 847

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

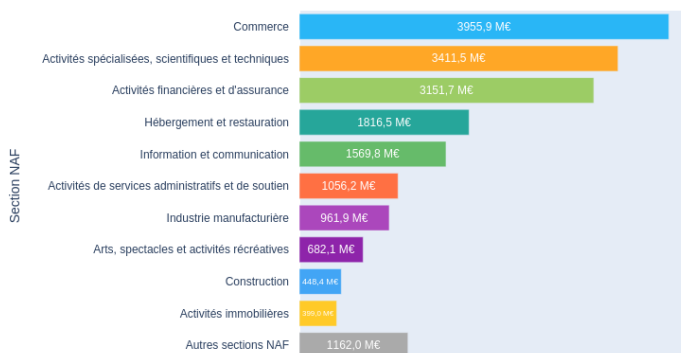


Montant total : 48 759 046 633 euros

Nombre de prêts : 137 723

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 18 614 804 799 euros

Nombre de prêts : 55 453



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 339 929 392 euros

Nombre de reports : 111 003

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)

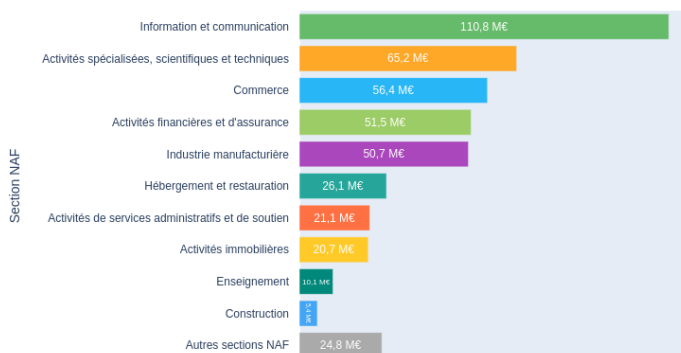


Montant total : 1 097 673 267 euros

Nombre de reports : 16 169

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 442 696 197 euros

Nombre de reports : 5 095



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

## Niveau Départemental : Paris

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 33 763 076 euros

Nombre d'aides : 43 841



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National



Nombre de demandes : 466 450

Nombre de salariés : 2 264 685

Heures demandées : 181 488 985

## Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 109 190

Nombre de salariés : 666 210

Heures demandées : 58 276 560